

NOTES DE LECTURE

LACROIX Thomas (2006) *Les réseaux marocains du développement, géographie du transnational et politique du territorial*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 257 p.

Gunhild ODDEN

L'ouvrage de Thomas Lacroix, issu de sa thèse de doctorat soutenue en 2003 au CERI, se propose d'interroger les initiatives de développement des migrants et l'espace transnational dans lequel ces initiatives s'inscrivent. L'étude porte sur le Sud Marocain où les projets de développement connaissent une dynamique sans précédent : une « dynamique portée par un tissu transnational de relations, de circulations, de transferts » et « par une intense activité associative qui traverse la Méditerranée » (p. 20). Le travail est le résultat d'enquêtes effectuées dans dix-sept villages marocains et auprès de ressortissants de ces villages à l'étranger. L'importance des relations entre les villageois et les migrants dans la dynamique transnationale du développement est d'ailleurs soulignée, à juste titre, dans le premier chapitre du livre. Les initiatives de développement seraient en effet « pas des initiatives spontanées des migrants, mais la réponse à une attente des populations locales » (p. 54).

Deux parties structurent la démonstration. La première, « l'espace transnational euromarocain du développement » privilégie les migrants, acteurs du développement, et les OSIM (Organisations de solidarité internationale issues de la migration), des associations entre migration et coopération au développement. Thomas Lacroix propose de lire l'implication des migrants dans le développement à travers la condition de l'émigré-immigré : la

dissymétrie des deux statuts transforme le (mythe du) retour, composante essentielle de cette condition, en allers-retours, ce qui permet « d'aménager un espace qui inclut ici et là-bas » (p. 79) car « l'émigré-immigré souffre de n'être jamais à sa place, ni ici ni là-bas. Les acteurs du développement ont ainsi investi le « nulle part », à la fois ici et là-bas » (p. 86), d'où la construction, sociale, d'un espace transnational et de la figure du transmigrant, cette figure qui « a pu s'approprier deux espaces de vie, deux systèmes sociaux » et qui « possède la capacité de mobiliser des ressources (financières, humaines, culturelles, matérielles, symbolique...) dans, au moins, deux pays » et qui « utilise cette capacité pour construire son registre identitaire et statutaire » (p. 92). Naît alors un autre mythe, celui de la mobilité, définie par l'auteur comme étant « conjointement un savoir-faire de la circulation et un savoir-faire circuler » (p.80). Quant aux OSIM, elles jouent le rôle d'intermédiaires entre migrants et pouvoirs publics et leur émergence s'accompagne d'une reconnaissance officielle des initiatives de développement.

Après le pourquoi de l'implication des migrants dans le développement, place est faite dans la deuxième partie à une dimension plus politique du sujet, démontrant que le transnationalisme est une ressource que les Etats du Sud et du Nord cherchent à s'approprier. Dans un premier temps, l'auteur s'intéresse au développement local et aux jeux de pouvoir dans le Sud

marocain. L'analyse du *leadership* associatif, et non celle des associations villageoises de développement elles-mêmes, permet la distinction entre la « dynamique de développement soutenue par la population » et la « dynamique associative portée par une élite », le rôle de cette dernière dans le développement n'étant qu'un « moyen d'expression d'un pouvoir politique » (p.148). Quant à l'Etat marocain, il contrôle par ses propres stratégies les conséquences politiques de la dynamique du développement local. Les migrants, quant à eux, n'occupent qu'une place secondaire dans ces enjeux : « ils sont rejetés dans le champ transnational » (p. 176). Enfin, pour les Etats du Nord, la politique du codéveloppement « entre dans une stratégie globale de contrôle des flux migratoires ». Mais comme le dit l'auteur, « à la question de savoir si le codéveloppement est une voie

vers la maîtrise des flux, la réponse est non » (p. 232).

L'ouvrage de Thomas Lacroix est clair, structuré et bien écrit. Un seul regret : les nombreux sigles qui quelquefois font perdre le fil de la lecture. L'auteur a le mérite de plaider, à l'encontre de la littérature américaine, pour une approche plus qualitative que quantitative de la figure du transmigrant et de la circulation et de mettre en lumière les nombreux acteurs du développement, aux intérêts contradictoires : si les pouvoirs publics sont préoccupés par la maîtrise des flux, les migrants sont eux en quête d'une facilité de circulation.

Gunhild ODDEN
MIGRINTER (UMR CNRS 6588) /
Université de Poitiers

DORAÏ Mohammed Kamel (2006) *Les réfugiés palestiniens du Liban. Une géographie de l'exil*, CNRS Editions, collection Moyen-Orient, Paris, 252 p.

Caroline ROZENHOLC

L'impact de la création de l'Etat d'Israël sur la population moyen-orientale doit se mesurer à l'aune des changements politiques qu'elle a provoqués. Les réfugiés palestiniens vivent simultanément « au centre de la scène et en dehors d'elle », une « réalité transportée ». C'est depuis ce double constat – selon les propositions respectives d'H. Arendt et du poète palestinien M. Darwish – que l'ouvrage se développe. Mohamed Kamel Doraï s'attache à y retracer

les mutations de l'espace palestinien : de la dislocation sociale et spatiale de 1948 à la reconstruction, dans l'exil, de réseaux transnationaux. Six chapitres rassemblés en deux parties, chacune précédée par quelques pages de synthèse, permettent de suivre des itinéraires mouvementés, au cœur des bouleversements historiques et politiques de la région. Les données récoltées par l'auteur et celles compilées depuis les sources secondaires font de cet ouvrage une source d'informations majeure, pour qui s'intéresse

au système migratoire palestinien et aux recompositions régionales que ces migrations traduisent.

En effet, les pratiques spatiales des réfugiés palestiniens révèlent, autant qu'elles en sont tributaires, les « épouser les contrastes » des sociétés d'accueil. Quels sont alors, par exemple, les liens entre les pratiques spatiales de la communauté palestinienne du Liban – 400 000 personnes – et « l'histoire tourmentée et singulière » de ce pays ? Pour répondre à cette question, la première partie de l'ouvrage analyse les modalités d'installation des réfugiés au Liban. D'où il ressort que l'espace des camps, et par extension celui des groupements informels, représente différents aspects de la dynamique socio-spatiale palestinienne : la permanence territoriale – c'est un lieu de stabilité, de continuité –, le lieu de « l'entre-soi » et l'espace d'interaction avec la société d'accueil. Il est aussi l'inscription et le support de la mémoire du groupe puisqu'il rend à la fois visible l'exode et « la permanence de la question des réfugiés ». L'évolution de ces espaces d'implantation permet alors de comprendre les rôles respectifs joués par les acteurs étatiques (Liban, Israël et la Syrie), les acteurs institutionnels non étatiques (UNRWA et OLP) et les acteurs informels (les réfugiés, les populations et les milices libanaises).

M.K. Dorai reconstitue les mécanismes qui ont permis de donner au camp cette fonction identitaire qui, à son tour, permet de comprendre l'organisation de l'espace palestinien en diaspora : c'est depuis l'espace des camps que les systèmes de solidarité traditionnels se sont restructurés. De là, la deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à une interrogation autour des concepts de réfugiés et de diaspora. Les réfugiés palestiniens forment-ils une diaspora ? Les termes « réfugiés » et

« diaspora » sont-ils antinomiques ? Les Palestiniens ont un rapport au territoire d'origine et un degré d'institutionnalisation qui les « rangeraient » du côté des diasporas. Mais de nouvelles formes de mobilité et de circulation « plus réversibles et plus souples » se développent. Et les réseaux de solidarité locaux recréés à l'échelle des camps de réfugiés sont cette fois projetés dans un espace transnational. Les deux termes ne s'excluent donc pas puisqu'il s'agit bien de situations coexistantes, qui constituent autant de réponses dynamiques à des déstabilisations successives. Chaque rupture – de la guerre civile libanaise aux guerres des camps (1985-1987) sans oublier l'invasion israélienne de 1982 – est « génératrice de mobilité » et remodèle une géographie palestinienne qui, des déplacements internes au Liban à la fermeture du débouché migratoire régional et le transfert des migrations vers l'Europe, forme une continuité temporelle.

Le « cas des Palestiniens du Liban » permet ainsi une relecture critique d'éléments d'analyse des migrations : connexions entre migrations internes et internationales, et impact des premières sur le développement des secondes ; distinction entre migration forcée et migration volontaire ; émergence des diasporas et des communautés transnationales, ainsi que de leurs dynamiques spatiales. Mais finalement, la singularité même des réfugiés palestiniens n'est-elle pas elle aussi remise en question par la mondialisation de ces parcours migratoires, quand l'émergence d'une communauté transnationale échappant aux institutions diasporiques déplace le centre de gravité de la diaspora, et que le processus de paix engagé à Madrid relègue la question des réfugiés à des négociations futures et jamais encore entamées ? L'accroissement de la mobilité internationale des réfugiés et leur dispersion dans un nombre croissant de pays occidentaux apparaissent déjà comme une alternative au retour. Voilà quelques unes

des réflexions que propose cet ouvrage riche et détaillé, à travers une lecture des structures spatiales développées par les réfugiés palestiniens au Liban.

Caroline ROZENHOLC
MIGRINTER (UMR CNRS 6588) /
Université de Poitiers

AUDEBERT Cédric (2006) *L'insertion socio-spatiale des Haïtiens à Miami*, Paris, L'Harmattan, 298 p.

Violaine JOLIVET

Mobilisant des outils d'analyse relevant de la démographie et de la géographie, C. Audebert présente une étude fouillée de la communauté haïtienne de Miami.

S'appuyant sur un important travail de terrain, l'auteur expose les résultats de sa thèse (soutenue en 2003 à l'université des Antilles et de la Guyane) dont le contenu ne se réduit à pas l'étude d'une population migrante. Elle se présente aussi bien comme une analyse de la métropole de Miami, plaque tournante des migrations internationales que comme un travail conceptuel riche autour de la notion d'insertion socio-spatiale. Cette notion permet alors une double lecture : celle des enjeux sociaux et des processus spatiaux à l'œuvre dans la grande métropole de Floride ; et celle des conditions de vie en terre d'exil d'immigrés haïtiens aménageant l'espace d'installation sans renoncer à leur identité d'origine.

L'ouvrage met en avant la spécificité de la communauté haïtienne au cœur de la capitale économique de la Floride, *el dorado* d'un grand nombre de migrants caribéens, en insistant sur les traits identitaires et culturels qui fondent le regroupement de cette communauté hétérogène souvent

accueillie à reculons sur le sol de l'oncle Sam. Le rejet et l'exclusion de ces populations haïtiennes ont favorisé la création d'une entraide et de réseaux aussi bien à l'échelle transnationale qu'à celle du quartier (dont Little Haiti, *innervity* et sas de sécurité pour le nouveau migrant, est l'image centrale). L'étude nous montre que du groupe de migrants venant de la même province aux nouvelles relations de voisinage favorisées par les cercles sociaux qui naissent autour des pratiques, les nouveaux réseaux relationnels jouent un rôle stratégique et se superposent aux réseaux familiaux existant. Et ce sont ces « créations ou re-crétions » pour la vie à l'œuvre que l'auteur présente tout au long de son travail.

L'exemple des Haïtiens sert aussi à une compréhension plus large des mécanismes qui lient le monde urbain et les mobilités, autrement-dit à une analyse des 'pouls' de la ville. Et c'est dans ce sens que s'engage la comparaison de la situation miamienne avec d'autres grandes métropoles des Etats-Unis, ou bien celle des populations haïtiennes avec les populations hispaniques et *anglos* qui forment la mosaïque socio-spatiale qu'est Miami : ville états-unienne ségréguée et fragmentée.

Ces comparaisons ne se bornent pas à opposer l'Haïtien à l'Autre (notamment le

Cubano-américain ou l'Afro-américain), elles tentent également de montrer la diversité au sein même de cette communauté haïtienne : des trottoirs insalubres de Little Haiti, au petit pavillon de North Miami et à la villa bourgeoise de Pembroke Pines, l'insertion socio-spatiale des Haïtiens de Miami a pris des sentiers variés. La retranscription par C. Audebert de plusieurs réalités haïtiennes à Miami est ainsi réussie, et ce à travers les différents points choisis qui fondent pour lui les cadres de l'insertion socio-spatiale.

Le quartier, la mobilité résidentielle, les pratiques et représentations spatiales, le développement d'un « marché communautaire »¹ du travail et enfin l'émergence d'une vie et d'un pouvoir politique haïtien à Miami, sont alors les piliers de notre cheminement intellectuel à travers les rues de Miami.

¹ E. Ma Mung (2000) *La diaspora chinoise : géographie d'une migration*, Paris, Ophrys, 176 p

Un seul regret à ce propos : des cartes et des photographies en nombre trop restreint pour visualiser pleinement les descriptions et les nombreux récits de vie qui font la richesse de ce livre.

Cet ouvrage présente les grandes qualités d'être clair, bien écrit et très bien documenté tant sur le plan quantitatif que qualitatif, confirmant ainsi le bien fondé d'une telle démarche en géographie. Le plan expose une réflexion logique et méthodique qui a mené l'auteur à étudier et rendre compte de l'insertion d'une population particulière de migrants, souvent perçus comme clandestins et incultes au cœur de la capitale économique du Bassin Caraïbe, du paradis vanté et vendu de la Floride.

Violaine JOLIVET
PRODIG (UMR CNRS 8586) /
Université Paris 1